

Unité Départementale Hérault  
DREAL OCCITANIE  
520 allée Henri II de Montmorency  
CS 69007  
34064 Montpellier Cedex 02

Montpellier, le 17/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SBM FORMULATION**

Avenue Jean Foucault/Z.I. du Capiscol  
34500 Béziers

Références : UD34/H4/SM/2025-104  
Code AIOT : 0006600896

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2025 dans l'établissement SBM FORMULATION implanté AVENUE JEAN FOUCAULT ZI - 34500 BEZIERS. L'inspection a été annoncée le 03/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Compte-tenu de l'usage important et très émissif des PFAS dans les mousses anti-incendie, cette visite vise à améliorer la connaissance de l'utilisation de ces mousses dans un objectif pédagogique et de sensibilisation.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SBM FORMULATION

- AVENUE JEAN FOUCAULT ZI - 34500 BEZIERS
- Code AIOT : 0006600896
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société SBM FORMULATION est autorisée à exploiter, sur la zone industrielle du Capiscot à Béziers, une usine de formulation, conditionnement et stockage de produits phytosanitaires. Lors de la visite, les installations contrôlées ont été les suivantes : canons à mousse pour la parc à solvants Q, centrale d'extinction automatique des bâtiments D/E, RIA mousse des bâtiments I2, I3 et E3.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS mousses

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Interdiction: PFOS (limite réglementaire va être modifiée) + PFOA (à venir)	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
2	Notification des stocks de PFOA	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
3	RIA+Emulseur	Arrêté Préfectoral du 22/02/2007, article 7.8.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate que l'émulseur utilisé pour l'extinction automatique par mousse haut foisonnement dans les bâtiments D et E du site contient des PFOA et des PFOS (PFAS réglementés dont l'utilisation dans ces concentrations sera interdite à compter du 3 décembre 2025). Un plan de substitution de cet émulseur est à réaliser par l'exploitant.

L'analyse d'un des émulseurs utilisés dans les canons à mousse du parc de solvants Q est incomplète et ne permet pas de statuer sur la présence de l'ensemble des PFAS, une analyse TOP ASSAY est préconisée par l'inspection des installations classées.

L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant la présence possible de PFAS dans les extincteurs, ceux-ci étant inclus dans la future restriction de tous les PFAS dans les mousses anti-incendie.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Interdiction: PFOS (limite réglementaire va être modifiée) + PFOA (à venir)**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>

### Article 3

1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.

[Le PFOS est inscrit à l'annexe I.]

### Article 4

1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:

b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.

### Annexe I

1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au SPFO ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.

2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations de tous les composés apparentés au SPFO inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.

4 bis. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations en PFOA ou en l'un de ses sels inférieures ou égales à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) et aux concentrations en tout composé apparenté au PFOA ou en toute combinaison de tels composés inférieures ou égales à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie destinées à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) déjà contenues dans des systèmes. Cette valeur limite s'applique jusqu'au [3 ans après la date d'entrée en vigueur du présent règlement].

4 ter. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations en PFOA, en sels de PFOA et en composés apparentés au PFOA inférieure ou égale à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie sans fluor et provenant d'équipements de lutte contre l'incendie ayant fait l'objet d'un nettoyage selon les meilleures techniques disponibles.

6. Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 3 décembre 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:

a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation;

b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus;

c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les

sites où il est possible de contenir tous les rejets;

d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés conformément aux dispositions de l'article 5.

#### **Constats :**

L'inventaire des émulseurs présents sur le site a été effectué par l'exploitant, à l'exception des extincteurs, à partir d'une extraction de la GMAO du site.

Un tableau de suivi de chacun des émulseurs a ensuite été réalisé par l'exploitant.

Quatre émulseurs différents sont recensés sur le site :

- HYDROPOL A4P Polyvalent
- UNISERAL A3F "AFFF Polyvalent Newtonien"
- ECOPOL
- UNISERAL 3F AR 3-3

Les fiches de données de sécurité ont été étudiées par SBM FORMULATION pour chacun de ces émulseurs et les fournisseurs ont été contactés afin de connaître la présence éventuelle de PFAS dans ces émulseurs et les quantités associées le cas échéant.

L'émulseur ECOPOL et l'émulseur UNISERAL 3F AR 3-3 sont sans fluor et sont des émulseurs certifiés GESIP.

L'analyse de l'UNISERAL A3F "AFFF Polyvalent Newtonien" indique la présence de 1,820 mg/kg de PFOS, qui est une concentration inférieure à la valeur maximale limite réglementaire de 10 mg/kg en vigueur le jour de l'inspection. Toutefois, à compter du 3 décembre 2025, cette valeur limite est abaissée à 0,025 mg/kg. L'analyse révèle également la présence de 13 mg/kg de PFOA. Pour mémoire, à compter du 3 décembre 2025, une valeur maximale limite réglementaire est fixée à 10 mg/kg.

L'analyse de l'HYDROPOL A4P Polyvalent révèle la présence de 6 : 2 FTAB (PFAS non réglementé à l'heure actuelle) et la présence de composés fluorés. L'analyse effectuée ne permet par contre pas de mesurer tous les PFAS et leurs composés apparentés, qui sont les précurseurs qui se dégradent en PFAS.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit fournir à l'inspection des installations classées un plan concernant la substitution de l'émulseur UNISERAL A3F "AFFF Polyvalent Newtonien" utilisé (y compris le nettoyage des systèmes et la mise en place de mesures compensatoires durant la période de transition) et l'élimination de l'émulseur et des eaux de rinçage. Pour mémoire, cet émulseur est utilisé pour la centrale d'extinction automatique incendie par mousse haut foisonnement des bâtiments D et E (réserve 3000L).

L'exploitant doit analyser l'émulseur HYDROPOL A4P Polyvalent selon la méthode TOP ASSAY (Total Oxidizable Precursor Assay) qui permet de mesurer les composés apparentés, qui sont les précurseurs qui se dégradent en PFAS. La liste des PFAS à rechercher est jointe à toutes fins utiles au présent rapport de l'inspection. Pour mémoire, cet émulseur est utilisé pour les deux canons à mousse assurant la protection du stockage aérien Q (IBC de 1m<sup>3</sup>) avec deux autres IBC de 1m<sup>3</sup> d'Uniseral - 3F AR 3-3 (sans fluor).

L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant la présence possible de PFAS dans les extincteurs, ceux-ci étant inclus dans la future restriction de tous les PFAS dans les mousses anti-incendie (cf Règlement UE 2025/1988 de la commission du 2 octobre 2025).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Notification des stocks de PFOA**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  2. Tout détenteur de stocks de plus de 50 kg constitués de substances inscrites sur la liste de l'annexe I ou de l'annexe II ou en contenant, et dont l'utilisation est autorisée, communique à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel se trouvent ces stocks des informations sur la nature et le volume de ces stocks. Ces informations sont communiquées dans les douze mois suivant la date à laquelle le présent règlement ou le règlement (CE) no 850/2004 est devenu applicable à ces substances, la date la plus ancienne étant retenue, et suivant les modifications pertinentes des annexes I et II, puis à nouveau tous les ans jusqu'à l'expiration de la période d'utilisation limitée fixée dans l'annexe I ou II.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a réalisé une première déclaration d'un stock d'émulseur de 3000 litres contenant des PFOA auprès de la DGPR en date du 6 novembre 2025 suite à la réception récente du résultat de l'analyse réalisée sur l'émulseur UNISERAL A3F "AFFF Polyvalent Newtonien" en date du 1er septembre 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : RIA+Emulseur**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/02/2007, article 7.8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Emulseur
<b>Prescription contrôlée :</b>  "(...)Des réserves en émulseur adaptés aux produits présents sur le site dont les emplacements devront être étudiés en vue d'une utilisation aisée lors de la montée en puissance des moyens et adaptés aux différents risques à défendre : incendie, (...)"
<b>Constats :</b>  Lors de la visite de terrain, les proportionneurs de deux RIA mousse (sur six au total) n'étaient pas réglés sur la position adéquate (émulseur 3%), l'un était situé dans le bâtiment I2 et l'autre dans le bâtiment I3 (proportionneur sur 0 pour ce dernier).  L'exploitant a remis les proportionneurs des RIA dans la position adéquate et a apporté les éléments justificatifs en date du 27 novembre 2025.

Par ailleurs, la lance incendie du RIA mousse du bâtiment I3 susvisé était dans un fût rempli d'eau laissant supposer un problème sur le RIA, notamment avec le réglage du proportionneur à 0. L'exploitant a indiqué à la DREAL, en date du 8 décembre 2025 que le RIA ne présentait pas de problème particulier. Il a été utilisé pour nettoyer la ligne de production située juste devant, et pour éviter d'utiliser l'émulseur au moment du nettoyage, les opérateurs de production ont mis sur « 0 » le proportionneur. La situation est corrigée et l'encadrement de production a été informée.

**Type de suites proposées :** Sans suite